

Agrégation — Sociologie et politique de l'éducation (M^{me} C. OLIVIER)
Travail n° 4 : L'éducation victime de cinq pièges (Petrella)
Résumé & analyse critique — Eric Kirsch

Résumé

Piège n° 1 : l'éducation au service de la « RH »

Productivité et performance obligent : les écoles de management ont transformé le travail humain en *ressource humaine*. Après le privé, l'éducation a repris le concept. Depuis, le travail humain a cessé d'être un sujet social. Il est devenu un objet dépossédé de ses dimensions sociale, politique et culturelle.

Les seuls droits auxquels la *ressource humaine* peut prétendre sont le droit à l'existence et à une rémunération contre rentabilité et performance. L'économie troque ainsi le droit au travail contre le devoir de démontrer sa capacité à être employé.

Piège n° 2 : l'éducation non marchande devenue marchande

La « logique » de l'économie capitaliste de marché nous a conduit à désormais parler en terme de « marché de l'éducation » et de « marché des produits et des services pédagogiques ».

Ce courant de pensée ayant démarré aux Etats-Unis et au Canada (sauf au Québec), il a atteint l'Europe par, notamment, le biais de la plupart des manifestations sur l'éducation, comme le *World Education Market*, dominé, par ailleurs, par les technologies du multimédia.

La question qui se pose dès lors est qui va vendre quoi sur ce marché des producteurs et des « consommateurs d'éducation » (cf. Claude Allègre).

Il apparaît que les producteurs sont : les éditeurs de produits multimédias, les concepteurs et éditeurs de services en ligne, les opérateurs télécoms et les entreprises informatiques.

Ce qui est vendu par ces sociétés sont des programmes de formation en ligne, constituant ainsi des universités virtuelles transnationales, allant jusqu'à définir des standards internationaux d'éducation (cf. Glenn Jones, fondateur de la University of the Web).

Les prévisionnistes annonçant une croissance mondiale de jeunes qui poursuivront des études supérieures, dont un quart en s'inscrivant sur la Toile, le « marché de l'éducation » s'avère prometteur.

L'enseignement qui en résulte s'articule de plus en plus sur l'individu éduqué à distance, à la carte, à durée variable, pour un public qui se formera tout au long de sa vie.

La Global Alliance for Transnational Education, sponsorisée par des entreprises elles-mêmes transnationales comme IBM, Coca-Cola et Sun-Microsystems, annonce la couleur : les programmes fournis par les universités virtuelles (déjà plus de 1 000 actuellement) sont axés principalement sur les technologies, les sciences et le management.

Les règles de ce gigantesque marché (à commencer par une déréglementation !) seront bientôt dictées par l'OMC (les dernières réunions n'ont toutefois pas encore permis d'inférer dans le domaine des éducations nationales).

Piège n° 3 : l'éducation comme instrument de survie à l'ère de la compétitivité mondiale

Les défenseurs de la mondialisation estiment que plus l'entreprise est compétitive, mieux se portera l'économie de l'emploi du pays où elle est implantée.

Petrella souligne cependant que cela n'empêche nullement les entreprises précisément compétitives de licencier du personnel non qualifié ou de s'approprier du personnel dans des pays où les salaires sont plus avantageux, laissant ainsi ouverte la porte aux emplois précaires, exacerbant la culture de lutte entre travailleurs.

Cette culture existe dans les grandes écoles, où les palmarès sont un critère d'embauche, et où les établissements eux-mêmes n'échappent pas au classement du genre Top10...

Malgré les efforts d'une bonne partie des éducateurs, ce courant de valorisation gagne peu à peu du terrain, avec pour conséquence que ce qui mérite d'être enseigné migre de plus en plus vers le domaine des innovations technologiques.

Piège n° 4 : l'éducation au service de la techno-logie

Depuis les années 70, le monde de l'éducation a voulu combler son retard technologique, persuadé, jusqu'à l'obsession, qu'elle représentait la principale source de changement dans notre société.

L'impératif technologique s'est ainsi structuré en le monde du business financier et industriel, le monde des grandes structures bureaucratiques, économiques et militaires et le monde de l'intelligentsia, chacun d'eux apportant son lot de puissants de ce monde, qui partagent et diffusent entre eux la thèse de l'adaptation comme étant la voie royale vers la croissance, le développement et le bien-être économique et social.

Enfants du progrès technologique, ils prônent l'adaptation de l'humain aux progrès technologiques et non l'inverse... Autrement dit, *l'offre* technologique l'emporte largement face à la *demande* sociale...

Piège n° 5 : l'éducation comme outil légitime de nouvelles formes de stratification et de division sociale

Le nouveau slogan proclame que notre économie est passée de l'ère industrielle à l'ère de l'information, de la connaissance, fondée principalement sur des ressources immatérielles et des capitaux virtuels.

La connaissance devenant ainsi le nouveau capital, il convient de dynamiser l'enseignement. Très bien, nous dit Petrella, mais cela a pour conséquence de créer une nouvelle division sociale, entre les qualifiés et les non qualifiés, aggravant les clivages déjà existants, à l'origine d'une fracture sociale irréversible qui touche le principe de citoyenneté.

Le 5^e piège consiste donc à faire de la connaissance, donc de l'enseignement, l'instrument légitime de la division sociale. Le mécanisme s'opère en trois étapes : développement de technopoles et autres cités des sciences, soutien du credo que la société du marché de la connaissance est juste, et enfin acceptation du principe d'équité de l'éducation (avec pour conséquence de ne plus lutter contre les inégalités de qualification, de compétence et de performance – de telles inégalités devenant légitimes et acceptables).

La conséquence de ce mécanisme est que le système éducatif de l'ère de la connaissance va exalter sans mesure sa fonction sélective.

Que faire ?

Le « choix de Lisbonne » (mars 2000) amène l'Europe de ces 15 prochaines années à miser sur la construction de la e-Europe et de la e-économie, avec pour conséquence, notamment, l'obligation de donner accès à tout Européen, dès l'école primaire, à l'alphabétisation numérique. Les Européens deviendront ainsi des *ressources humaines*.

Or, depuis plus de 20 ans consacrés en Europe à la compétitivité aux fins de réduire l'écart économique entre l'Europe et les Etats-Unis, on constate au contraire que cette politique crée peu de gagnants (que sont devenus les Olivetti, les Bull, JCL et autres Philips aujourd'hui ?).

D'autre part, les Etats-Unis, qui « donnent l'exemple » dans cette politique, disposent à présent d'un des systèmes éducatifs les plus déplorables au monde (la qualité a diminué de 50 % en un demi siècle, alors que les budgets éducatifs ont augmenté).

Autre constat : 90 % des lycées publics du Royaume-Uni, qui font payer un minerval élevé, ne forment que 7 % de la population inscrite au « *grammar schools* ».

Des années de recherche interdisciplinaires montrent que les élèves ont besoin de nombreux contacts avec les adultes, à commencer par leurs parents. L'e-éducation va au contraire renforcer l'isolation des jeunes dans le Cyberspace.

Les travaux de l'Unesco offrent des pistes intéressantes pour réagir contre ces déplorables constats en contribuant au *Welfare mondial* : apprendre à savoir dire bonjour à l'autre (reconnaissance de l'existence de l'autre & apprentissage de la démocratie et de la solidarité) ; promouvoir la création d'une richesse commune mondiale (formation de citoyens pluridisciplinaires) ; mettre l'accent sur la coopération entre communautés, peuples et régions du monde.

Analyse critique¹

Piège Occasion n° 1 : l'éducation recentrée sur sa clientèle

Ce que Petrella constate (l'éducation au service des *ressources humaines*) est clair et sans appel. Mais la question est de savoir s'il s'agit véritablement d'un piège. L'histoire de l'éducation est instructive : l'éducation a toujours servi les intérêts de la société ! Qu'il s'agisse de former des diplomates du temps des Sophistes, des financiers et des ingénieurs au début de l'ère industrielle ou des techniciens multimédias aujourd'hui, la société est cliente de l'éducation, paie pour avoir ce qu'elle souhaite et les structures de l'enseignement doivent suivre.

Indépendamment de toute morale – est-ce bien ou mal que l'éducation satisfasse les services « ressources humaines » des entreprises ? - est-il néanmoins possible de résister ?

Oui ! Car si la société est cliente et paie pour son éducation, les entreprises ne commandent pas encore directement l'éducation en Europe et ce sont encore les États qui la dirigent.

Fort bien. Mais comment réagissent donc les entreprises – à commencer par les sociétés transnationales – face au manque de compétences des travailleurs sur le marché de l'emploi ? Elles vont chercher leurs *ressources* ailleurs ou les forment elles-mêmes.

Petrella est conscient de la première solution. Et il est vrai que pas mal d'entreprises font par exemple appel aux informaticiens indiens ou pakistanais, qui travaille mieux, plus vite, sans se plaindre ni revendiquer, et pour bien moins cher que les employés européens...

L'auteur n'accorde pas assez d'importance, par contre, au gigantesque marché de l'éducation au sein des entreprises, en marche depuis des dizaines d'années maintenant (le mouvement c'est déclenché juste après 68... quand elles ont constaté combien commençaient à être mal formés les étudiants sortis des universités dès ces années-là).

Qu'il s'agisse des télécommunications ou du monde de la finance, par exemple, où nous avons personnellement participé aux programmes d'éducation et donné cours, les matières enseignées sont extrêmement ciblées, éminemment pratiques et accompagnées d'un système d'évaluation directement lié à l'avancement de l'employé invité à suivre ces cours.

Qui plus est, les salles de cours disposent évidemment des derniers aménagements technologiques en matière d'infrastructure et d'une assistance technique et logistique des plus efficace.

Donc oui, il est possible de résister, mais cela ne fera que renforcer l'image déjà peu glorieuse qu'ont les entreprises de notre système éducatif, plus soucieux, selon elles, à former des êtres soi-disant épanouis, étudiant sans effort dans la joie et la bonne humeur, de préférence sans examens traumatisants, agissant comme *agents de la citoyenneté*, pour reprendre les termes de décrets désormais célèbres...

Autrement dit, toute résistance à ce que Petrella voit dans ce premier « piège » est vouée à l'échec à long terme, les entreprises ayant déjà mis en place des systèmes de formation parallèles et complémentaires – car il s'agit bien davantage de formation que d'éducation assortie de méthodes pédagogiques... - qui comblent les manques de compétences actuels.

¹ Petrella utilisant beaucoup de termes politiquement porteurs, son essai ressemblant dès lors à de la propagande, nous avons volontiers endossé le rôle de l'avocat du diable, plus par jeu que par conviction. Puissent ces deux extrêmes aboutir à une synthèse plus réaliste...

Piège Occasion n° 2 : l'éducation enfin dynamisée par le secteur privé

Afin d'entamer la critique de cette partie, relevons une affirmation inquiétante de Petrella. Il parle en effet « d'économie capitaliste de marché ». En tant qu'économiste, il devrait savoir qu'il use là d'un pléonasme : l'économie marchande a toujours été essentiellement basée sur le capital, même du temps de l'ancien bloc de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques².

Le marché des produits et des services pédagogiques est en marche... Il suffit de surfer sur la Toile pour constater l'émergence de formations en ligne (ou pas), encadrées par des universités virtuelles ou pas.

Il suffit également de se promener dans les rayons multimédias de nos grands magasins pour voir que l'offre de programmes didactiques augmente d'année en année en qualité et en quantité, et ce aussi bien pour les petits que pour les adultes.

Pire : les enfants en redemandent (la plupart de ces programmes sont d'ailleurs extrêmement bien conçus), alors qu'ils rechignent (parfois) à faire leurs devoirs ! Nos bambins adorent faire des exercices devant leur PC, alors que ces mêmes exercices sont proposés – certes sous une autre forme – comme devoir par leur instituteur !

En tant que professeur de graduat en Informatique, combien de fois, ces dernières années, n'avons-nous pas constaté que quelques étudiants, férus d'Internet, connaissaient – pardon, maîtrisaient – des sujets pointus (comme .Net – prononcer « *dot Net* ») le plus souvent totalement ignorés de leurs professeurs !

Les entreprises sont demandeuses de tels profils de travailleurs et, d'autre par, bon nombre de futurs travailleurs « prennent leur pied » à apprendre – sans avoir l'impression d'étudier, disent-ils – des sujets très spécifiques et souvent ardu du domaine de la technologie. Entre le bambin ludique et le post-pubère technophile, que reste-t-il ? L'enseignement institutionnel, qui ignore ces matières, qui se gargarise d'épanouissement et de citoyenneté, tout en s'étonnant du manque croissant de discipline, d'attention, et d'intérêt des étudiants...

Nous sommes donc enclin à voir, au contraire, dans cet enseignement devenu marchand, une occasion de survivre, sinon de renaître. Par exemple, les infrastructures de nos établissements sont pour le moins désuètes. Nous serions ainsi heureux de voir sur la porte de certains laboratoires de chimie de nos athénées la mention « Sponsorisé par UCB ». Ou sur quelques portes de salles informatiques, « Cette salle est équipée par Exell ». Idem pour des classes de marketing, ou des laboratoires de langues. En contrepartie de ses subsides – ou plutôt investissements dans le chef des entreprises – de tels établissements s'engageraient contractuellement, dans un véritable et sérieux *Projet d'Établissement* en partenariat avec le privé, à fournir un certain quota de tels ou tels profils socio-économiques endéans x années, sous le contrôle d'un organisme tiers, neutre et agréé.

Voilà pourquoi les propos de Petrella nous font songer aux déclarations outrées de tous les fonctionnaires de la RTBF quand le conseil d'administration parla d'y instaurer de la publicité sous la forme douce de « messages d'intérêt général ». Cette hypocrisie a duré trois ou quatre ans, pas plus, pour aboutir aujourd'hui à une RTBF devenue esclave d'une publicité des plus classique qui occupe presque 20 % du temps d'émission...

² Détendons un peu l'atmosphère en rappelant une profonde parole d'Audiard : « Vous n'êtes donc pas marxiste ? — Si, mais tendance Groucho. »

Certes, la RTBF va mal, mais n'a-t-on pas multiplié l'offre par 10 (observons le nombre impressionnant de chaînes par rapport aux années 70), sans compter l'offre satellite. La qualité n'a pas suivi ? Peut-être, mais pour dix AB3, RTL-TVI, on a tout de même une TV5, une ARTE, etc.

Il n'est donc pas exclus, loin de là, que l'éducation rendue plus marchande (ou partiellement marchande, car elle ne le sera jamais totalement), aura pour effet d'accroître l'offre différenciée d'enseignements, pour tous niveaux à partir, disons, du secondaire supérieur.

Piège Occasion n° 3 : une éducation compétitive pour une économie compétitive

A la lecture de ce qui précède, on ne peut que constater l'extrême lucidité de Petrella sur le devenir de l'éducation, de plus en plus vouée à sélectionner, tant au niveau des individus qu'au niveau des établissements eux-mêmes.

A nouveau, Petrella voit là un piège, alors qu'au contraire, ne s'agirait-il pas d'une nouvelle occasion de revenir à un système d'évaluation, mais cette fois des plus objectif, basé sur des critères mesurables, assortis d'évaluations préférentiellement organisées par des tiers agréés et assermentés, à tout le moins pour les évaluations de fin d'année ?

Petrella n'en parle pas, mais saisissons cette occasion pour évaluer l'enseignement lui-même, à commencer par les professeurs et l'encadrement administratif.

Il est temps : depuis plus d'un demi siècle on fait du *Total Quality Management* dans les entreprises, pas dans l'enseignement. Un système de contrôle, de mesure et d'effets rétroactifs, selon par exemple les normes ISO de type AFNOR, augmenteraient considérablement la qualité de l'enseignement en général.

Autre avantage de la stimulation par la sélection dans l'enseignement : les étudiants seraient moins surpris quand ils arrivent sur le marché de l'emploi. Sans compter qu'à long terme les entreprises iraient moins vite rechercher des cols blancs à l'étranger : elles reviendraient prospecter sur leur marché domestique.

Le seul point négatif (outre les bouleversements structurels et humains qu'un tel changement provoquerait dans l'enseignement d'aujourd'hui...) que nous percevons est celui soulevé par Crahay : l'enseignement par la sélection (avec les redoublements qui en résultent) a prouvé son inefficacité à produire beaucoup de bons éléments !

Nous avons néanmoins un argument en faveur de la sélection, donc plutôt contre ce qu'il faudrait normalement faire, c'est-à-dire laisser passer les plus faibles. Cet argument est développé dans notre prochain travail sur Crahay.

Piège Occasion n° 4 : pour une éducation synchronisée avec son époque

À nouveau, nous ne pouvons que saluer l'évidence : oui les technologies nous envahissent ! Le progrès de notre civilisation est lié aux progrès technologiques. Mais notre société aurait très bien pu prendre d'autres chemins, où par exemple le progrès serait lié au progrès religieux ou philosophique, ou au progrès scientifique³.

³ Ne pas confondre, comme la population le fait trop souvent, progrès scientifique et progrès technologique. Ils n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Au contraire : la science tend à démontrer que les choses sont impossibles

Bref, d'autres sociétés, qui nous ont précédés dans le passé, avaient fait d'autres choix (si choix il y a), avec leurs conséquences. Nous avons opté pour la technologie.

Face au progrès, Bergier⁴ disait qu'effectivement, le progrès pouvait faire peur à certains, qui crient « Arrêtez le monde, je veux descendre ! » Ils oublient que le monde ne s'arrêtera pas... Petrella ne souscrirait-il pas à une telle inquiétude ?

Le piège n'est pas que l'éducation serve la technologie mais bien que la technologie se serve pas l'éducation ! Ce qui est malheureusement le cas dans l'enseignement subventionné...

[Attention : nous ne voulons pas dire que le progrès est bien ou pas bien (débat stérile puisque tout progrès porte en lui les deux aspects). La démarche adoptée ici est essentiellement pragmatique, à la limite de l'opportunisme socio-économique...]

De plus, Petrella ne relève pas un phénomène sociologique que Rey mentionne : souvent la technologie ne répond à aucun besoin, mais en crée de nouveaux ! Les ménages, dès les années 80, n'avaient nul besoin d'un ordinateur à la maison. La présence croissante de ces machines au logis a au contraire créé des besoins (en communication, en logiciels, en mémoire, etc.) au point qu'aujourd'hui plus de 90 % des personnes qui possèdent des PC affirment qu'ils ne pourraient plus s'en passer. On pourrait dire la même chose à propos des téléphones portables ou, antérieurement, de la télévision, de la photocopieuse, du téléphone, etc.

Petrella est peut-être économiste mais il devrait lire quelques sociologues. La technologie ne fait jamais que prolonger nos sens et notre corps. Depuis la roue qui prolonge nos jambes jusqu'au GSM qui prolonge la parole, l'ouïe (et maintenant la vue), en passant par le livre qui prolonge tous les sens, la technologie nous rend en quelque sorte surhumains.

Supprimons une des technologies que nous utilisons (comme les lunettes que nous portons) et nous nous sentons instantanément infirmes, ce qui est, certes, très paniquant. Monsieur Petrella porterait-il des lunettes ?

Autrement dit, pour reprendre une argumentation soulevée précédemment, comme le client de l'éducation est la société, et comme notre société est technologique, l'éducation devrait indirectement servir aussi la technologie. Ou, posée autrement, la question est : « Pourquoi l'enseignement s'est-il arrêté à la technologie de l'imprimé et du rétroprojecteur ? »

Il en résulterait même un autre avantage : les esprits ainsi mieux éduqués en culture technologique seraient nettement plus critiques vis-à-vis de technologies nuisibles ou inutiles qui aujourd'hui sont souvent acceptées pour argent comptant, rien que par effet de mode.

Piège Occasion n° 5 : l'éducation comme outil de brassages sociaux

Petrella prend pour argument le fait que le monde *serait* entré dans l'ère de la connaissance. Erreur, Monsieur Petrella : ce n'est pas le conditionnel qu'il faut utiliser, mais le passé simple. On y est ! Depuis 1991, avec son « Powershift – les nouveaux Pouvoirs », Toffler, poursuivant son œuvre d'économiste-futurologue, nous a bien montré où nous étions et où nous allions. Il n'est pas le seul, bien entendu. Il n'y a que Petrella pour mettre en doute l'évidence.

(comme voler, voyager dans l'espace, etc.) alors que la technologie prouve le contraire... Autrement dit, ne pas confondre savant (aujourd'hui « docteur en... ») et inventeur (aujourd'hui plutôt « ingénieur en... »).

⁴ Scientifique, inventeur, espion, écrivain vulgarisateur, surdoué, etc.

Nous rejoignons néanmoins Petrella en admettant, certes, que la logique de l'ère précédente, la logique financière, est toujours d'une cruelle actualité. La logique de l'information et de la connaissance arrive petit à petit...

Revenons à ce prétendu 5^e piège.

Oui, une fois de plus, oui, la tendance notre société technologique de marché tend vers une certaine forme d'élitisme. Mais cet élitisme n'en est pas un, il est du type « Star Academy ». Expliquons-nous.

Tout d'abord, il est extrêmement éphémère : les élites d'un jour peuvent en quelques années, sinon en quelques mois, devenir des « has been ». Que sont devenus les programmeurs de Fortran ou de Cobol aujourd'hui ? Ils ont dû se reconverter.

Ensuite, ce nouvel élitisme est pluridimensionnel : il existe des élites en littérature, en aéronautique, en informatique, en finance, etc. Autrement dit, fort heureusement, l'élitisme se conjugue aujourd'hui selon les différentes facettes de l'intelligence.

Il y a encore une trentaine d'années, seul le QI importait. Et la notion d'élite y était étroitement associée. Les élites d'alors étaient ainsi les meilleurs en sciences-mathématiques, qui poursuivaient, de préférence, en Polytechniques...

Aujourd'hui, il y a autant d'élites que de dimensions à l'intelligence (mathématique, musicale, des langues, spatiale, émotionnelle, tactile, etc.).

Enfin, cet élitisme est accompagné d'un brassage social qui, au contraire de ce que prédit Petrella, décloisonne les stratifications, les divisions sociales. En effet, les élites modernes proviennent de toutes les couches de la société et, qui plus est, renversent, d'une génération à l'autre, les élites précédentes issues de milieux sociaux prétendument plus élevés.

Ainsi, dans les années 60-70, les fils de bourgeois ont été remplacés à la tête des entreprises par des fils d'ouvriers. Dans les années 80, les experts informatiques issus des grandes écoles d'ingénieurs, ont été remplacés par des paltoquets mal rasés et mal habillés qui, bidouillant dans leur cave ou dans leur chambre, avaient acquis des savoirs qui écrasaient leurs prédécesseurs. Dans les années 90, les anciens milliardaires du cinéma ont cédé la place à d'étranges asociaux se nourrissant de chips et de cola, qui mettaient au point, avec génie, des jeux multimédias qui feraient leur fortune en quelques mois. Et ainsi de suite...

Etant donné ce brassage social et culturel, les anciennes notions de couches sociales, qui existent toujours, bien évidemment, n'ont plus beaucoup d'importance. Pour caricaturer, on pourrait presque dire que chacun a sa chance aujourd'hui... s'il habite le continent européen, américain (du Nord) et asiatique du moins. Ce n'est déjà pas si mal...

Que faire ? Agir !

Dans cette dernière partie, Petrella dérape ! Tout d'abord, il affirme que le système éducatif des Etats-Unis s'est dégradé ces 50 dernières années. Il a changé, oui, mais comment mesurer la qualité d'un enseignement sur un demi siècle ? Les critères ont changé, eux aussi. Le moyen le plus efficace, finalement, et on ne peut plus objectif, consiste à voir comment va l'économie du pays, combien de brevets il dépose chaque année et combien de Nobel il produit... Le résultat est sans appel : les USA font globalement trois fois mieux que les autres !

Petrella dérape aussi quand il affirme que la culture du Cyberspace isole davantage nos jeunes déjà si prétendument asociaux. S'il lisait les rapports d'études faites en cette matière,

Petrella constaterait qu'au contraire, cette culture (combinée à la culture « GSM ») rend les adolescents bien plus sociaux et communicatifs que leurs aînés. Mais évidemment, cette communication passant par d'autres canaux que les adultes, ces derniers, le plus souvent, ne détectent même pas que les jeunes sont en train de communiquer.

Face à tous ces pièges tels que Petrella discerne, dans sa logique, il n'y a effectivement pas grand chose à tenter que de descendre du train en marche et de pleurer. D'ailleurs Petrella n'est pas dupe, il le dit lui-même : ses recommandations à « la petite maison dans la prairie », issues de travaux de l'Unesco, sont utopiques et risquent très peu de passer...

Comme notre courte analyse a tenté de le montrer, aucun des cinq pertinents constats de Petrella ne nous semble constituer un piège. Il est vrai qu'on est souvent mal à l'aise quand on a une pensée fermée dans un monde qui est ouvert⁵...

Au contraire, beaucoup, sinon tous, se révèlent des *occasions* de changement et d'amélioration de l'enseignement.

« Oh ! des difficultés et des problèmes il y en aura. Mais on les surmontera. En tout cas on essayera... »⁶

É. Kirsch

⁵ J. Bergier.

⁶ R. Heinlein.